

DEMANDE D'INTÉGRATION MATERNITÉ

AL **F.I.M.I. – E.B.A.R. di Roma e Provincia**
Via Giulia, 4 - 00186 R O M A
 Tel. 06 32111674 - email: rmfimi@tiscali.it

FIMI - EBAR

Prot. _____

Je soussignée _____

Née à (Nation) _____ le _____

Code fiscal

Domicilié(e) à _____ Prov. (_____) Code postal. _____

Rue / Place _____ n° _____

Tél. _____ email _____

IBAN																			
------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

ENTREPRISE _____ N° TVA ENTREPRISE _____

Travailleur agricole :

☐ Employé à durée indéterminée

☐ Employé à durée déterminée

Par la présente, je demande le versement de l'allocation de maternité d'un montant de 1.500,00 € (mille cinq cents euros) exonérée d'impôt, prévue par les accords syndicaux conclus.

À titre de preuve de la période de maternité, je joins à la présente le relevé de liquidation envoyé par l'INPS et une copie de ma fiche de paie.

DÉCLARE

Sous sa propre responsabilité, être inscrit sur les listes d'état civil de la commune de _____ et ne pas bénéficier d'une assistance mutuelle et accidentelle dans d'autres secteurs.

La soussignée, conformément au décret législatif n° 101 du 10 août 2018 relatif à la protection des données personnelles, **DONNE SON CONSENTEMENT** et accepte donc le traitement de ses données personnelles aux fins institutionnelles du FIMI-EBAR.

Date _____

Signature_____

IMPORTANT

Le relevé de liquidation de la maternité est valable s'il contient : le nom, le prénom, la date de début et de fin de la maternité, le nombre de jours liquidés. La demande doit être présentée, sous peine de déchéance, dans les 180 jours suivant la date d'envoi de la liquidation par l'INPS.

Parte riservata ufficio FIMI-EBAR

Information sur la protection et le traitement des données personnelles selon l'art. 13 du D. Lgs. 196/2003 et de l'art. 13 du Règlement (UE) 2016/679 et consentement/autorisation consécutifs

Conformément à l'art. 13 du D. Lgs. 196/2003 (ci-après "Code de la confidentialité") et à l'art. 13 du Règlement UE n° 2016/679 (ci-après "RGPD"), établissant des dispositions pour la protection des personnes et d'autres sujets concernant le traitement des données personnelles, nous souhaitons vous informer que les données personnelles que vous fournirez feront l'objet d'un traitement fondé sur les principes de loyauté, légalité et transparence ainsi que sur la protection de votre confidentialité et de vos droits, dans le respect de la législation mentionnée ci-dessus et des obligations de confidentialité auxquelles est tenu le Fonds FIMI – EBAR de Rome et Province, dont le siège est à Rome, Via Giulia n. 4, C.F. 80203350584.

Les données vous concernant seront traitées pour la gestion de l'activité institutionnelle, organisationnelle et technique du Fonds.

Responsable du traitement

Le Responsable du traitement est FIMI-EBAR de Rome et Province, représentée par le Président Dr. Domenico Simeone, domicilié pour ses fonctions à Rome, Via Giulia n. 4.

Responsable de la protection des données (DPO)

Le Responsable de la protection des données (DPO) est Dr. Valerio Troili, domicilié pour ses fonctions à Rome, Via Giulia n. 4. Le Responsable du traitement est la même personne.

Finalités du traitement

Les données personnelles que vous nous fournissez sont nécessaires pour :

- a. l'enregistrement des données personnelles dans la base de données informatique du Fonds ;
- b. la gestion correcte et ponctuelle des activités propres au Fonds ;
- c. les finalités illustratives des activités menées par le Fonds ou pour documenter ces activités ;
- d. la tenue de la comptabilité et la facturation ;
- e. l'envoi de newsletters informatives et/ou promotionnelles relatives uniquement aux activités du Fonds ;
- f. la gestion des encaissements et paiements ;
- g. l'exécution des obligations contractuelles ;
- h. les obligations prévues par les lois, règlements et normes communautaires.

Le traitement des données personnelles sera effectué sur supports papiers et informatiques par le responsable ou par voie télématique, par le responsable et les personnes chargées, en observant toutes les mesures de précaution visant à garantir la sécurité et la confidentialité des mêmes, ainsi que la stricte conformité à la loi.

Nature de la collecte des données et conséquences du refus

Les bases juridiques du traitement, selon les cas, peuvent être votre consentement ou le respect d'obligations légales auxquelles est soumis le Fonds en tant que Responsable du traitement. La fourniture de vos données personnelles est facultative, mais le refus de les communiquer peut entraîner l'impossibilité pour nous d'établir la relation, d'exécuter les obligations contractuelles ou, en général, d'accomplir les obligations légales et/ou d'atteindre les finalités du traitement indiquées dans les points "a" à "h" ci-dessus.

Communication et diffusion des données

Les données personnelles fournies peuvent, pour l'exécution du contrat et pour les finalités susmentionnées, être communiquées à :

- Personnes physiques et morales (cabinets de conseil juridique, administratif, fiscal, sociétés d'audit, coursiers et expéditeurs, centres de traitement de données, etc.) utilisées par le Responsable pour le respect des obligations administratives, comptables, commerciales et de gestion ;
- Institutions bancaires et postales pour la gestion des encaissements et paiements ;
- Collaborateurs et employés du Responsable, appartenant à la structure organisationnelle et chargés expressément dans le cadre de leurs tâches, ou organisations effectuant pour le compte du Responsable des services de support techniques.

Toute communication concernera uniquement les données nécessaires aux finalités exposées ci-dessus. Le Fonds n'effectue aucun transfert de données personnelles vers des pays hors Union Européenne.

Les données sensibles relatives à l'état de santé seront traitées conformément aux autorisations générales de la Garante pour la protection des données personnelles et ne feront pas l'objet de diffusion. Ces données pourront uniquement être connues et/ou traitées par les personnes chargées du traitement et/ou par des personnes organisant, dans le seul but d'évaluer leur conformité aux prescriptions réglementaires.

Modalités de traitement et conservation

Le traitement sera effectué sous forme automatisée et/ou manuelle sur supports papier, dans le respect de l'article 32 du RGPD 2016/679 et de l'annexe B du D.Lgs. 196/2003 (articles 33-36 du Code) relatives aux mesures de sécurité, visant à garantir la confidentialité des données personnelles et à éviter tout accès non autorisé. Le traitement s'effectuera par des personnes spécifiquement désignées et conformément à l'article 29 RGPD 2016/679.

Les données personnelles des titulaires de l'autorité parentale et des mineurs seront conservées sur des serveurs situés au sein de l'Union Européenne ou sur un support distant ("cloud").

Nous informons que, conformément aux principes de légalité, limitation des finalités et minimisation des données, selon l'article 5 RGPD 2016/679, avec votre consentement libre et explicite exprimé au bas de la présente information, les données personnelles et sensibles mentionnées seront conservées pendant la durée de la relation avec le Fonds. Après la fin de la relation, le Fonds conservera vos données personnelles relatives à l'exécution du contrat pour la réalisation des obligations contractuelles et légales, y compris fiscales, pendant le temps nécessaire à l'atteinte des finalités pour lesquelles elles ont été collectées et traitées. Par la suite, les données personnelles relatives à l'exécution du contrat seront conservées pour une durée n'excédant pas le délai de prescription prévu par la loi pour faire valoir ou défendre un droit en justice.

Catégories particulières de données personnelles

Conformément aux articles 26 et 27 du D.Lgs. 196/2003 et aux articles 9 et 10 du Règlement UE n° 2016/679, vous êtes amené à fournir au Responsable du traitement des données qualifiées comme "catégories particulières de données personnelles", c'est-à-dire des données révélant "l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, ou l'appartenance syndicale, ainsi que les données génétiques, données biométriques destinées à identifier de manière unique une personne physique, données relatives à la santé ou à la vie sexuelle ou à l'orientation sexuelle de la personne". Ces catégories de données ne peuvent être traitées qu'avec un consentement libre et explicite donné par écrit au bas de la présente information.

Existence d'un processus décisionnel automatisé, y compris le profilage

Le Responsable du traitement n'adopte aucun processus décisionnel automatisé, y compris le profilage, conformément à l'article 22, paragraphes 1 et 4, du Règlement UE n° 679/2016.

Droits de la personne concernée

À tout moment, vous pouvez exercer, conformément à l'art. 7 du D.Lgs. 196/2003 et aux articles 15 à 22 du Règlement UE 2016/679, le droit de :

- a) demander la confirmation de l'existence ou non de vos données personnelles, y compris sensibles ;
- b) obtenir des informations sur les finalités du traitement, les catégories de données personnelles, les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données ont été ou seront communiquées et, lorsque possible, la durée de conservation ;
- c) obtenir la rectification des données ;
- d) obtenir l'effacement des données personnelles vous concernant dans les cas suivants : a) les données ne sont plus nécessaires aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ; b) vous avez retiré votre consentement lorsque le traitement se fondait sur ce consentement ; c) vous vous opposez au traitement pour un intérêt légitime ; d) le traitement n'est pas conforme à la loi. Toutefois, la conservation est légale si elle est nécessaire pour respecter une obligation légale ou pour établir, exercer ou défendre un droit en justice ;
- e) obtenir la limitation du traitement dans certains cas précis ;
- f) obtenir la portabilité des données dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par un dispositif automatique et les transmettre à un autre responsable ;
- g) vous opposer au traitement à tout moment, notamment pour le marketing direct ;
- h) vous opposer à un processus décisionnel automatisé, y compris le profilage ;
- i) déposer une plainte auprès de l'autorité de contrôle.

Vous pouvez exercer vos droits par une demande écrite adressée à FIMI-EBAR de Rome et Province, à l'adresse postale du siège légal par courrier recommandé avec accusé de réception, ou à l'adresse email certifiée: fimiebarroma@pec.it.

Nous vous rappelons enfin que vous avez le droit de vous adresser au Garante pour la protection des données personnelles (P.zza di Monte Citorio n. 121 – 00186 Rome) pour faire valoir vos droits concernant le traitement de vos données personnelles fournies au Fonds.

Je soussigné(e) _____ déclare avoir reçu la présente information.

Rome, le _____ Signé _____

Je soussigné(e) _____ après avoir pris connaissance de l'information reçue:

- ☐ **Exprime son consentement**
 - ☐ **NE PAS exprimer son consentement** au traitement des données personnelles
- Aux fins indiquées aux points a, b, d, e, f, g, h de la présente information.

Par la signature de ce document, le soussigné déclare avoir lu attentivement et évalué son contenu, et avoir compris clairement et exactement la signification de ce qui est prévu dans la présente autorisation.

- ☐ **J'exprime mon consentement**
 - ☐ **JE N'EXPRIME PAS mon consentement**
- À la communication de mes données personnelles pour les finalités et aux sujets indiqués dans l'information.

- ☐ **J'exprime mon consentement**
 - ☐ **JE N'EXPRIME PAS mon consentement**
- Au traitement des catégories particulières de données personnelles telles qu'indiquées dans l'information ci-dessus.

- ☐ **J'exprime mon consentement**
 - ☐ **JE N'EXPRIME PAS mon consentement**
- À la conservation des données personnelles, y compris sensibles, pendant le temps nécessaire à l'atteinte des finalités indiquées dans l'information.

Rome, le _____ Signé _____